

Pologne : la tentation autocratique peut-elle s'inverser ?

Georges Mink

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2021/4 Hiver** , PAGES 219 À 233

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037303127

DOI 10.3917/pe.214.0219

Date de mise en ligne : 10/12/2021

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2021-4-page-219?!lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Pologne : la tentation autocratique peut-elle s'inverser ?

Par **Georges Mink**¹

Georges Mink, titulaire de la chaire de Civilisation européenne, dédiée à la mémoire du professeur Bronislaw Geremek au Collège d'Europe, campus de Natolin, est directeur de recherche émérite à l'Institut des sciences sociales du politique (ISP-CNRS). Il a notamment publié *La Pologne au cœur de l'Europe. De 1914 à nos jours* (Paris, Buchet Chastel, 2015).

Le système mis en place en Pologne par le le parti Droit et Justice (PIS) et la coalition qui le soutient s'appuie sur une communauté émotionnelle autour d'un dirigeant charismatique, et sur des décisions favorisant des classes populaires délaissées par la transition libérale. Le projet autocratique est porteur d'atteintes multiples à l'état de droit. Une certaine « fatigue » pourrait pourtant se manifester aux prochaines élections, confirmant les dernières mobilisations de rue, portées en particulier par la jeunesse.

politique étrangère

L'altération du système démocratique en Europe centrale a suscité de multiples travaux. Dès les premières « surprises » électorales, deux courants de réflexion se sont imposés². Le premier a mis l'accent sur le discours et le style populistes des leaders et de leurs formations, instruments de prise de pouvoir. On insistait ici sur le noyau dur de ces discours, opposant élites et masses : les élites étant schématiquement stigmatisées tandis qu'on valorisait les masses, caractérisées comme « le peuple souverain ». Un deuxième type de réflexion suit les atteintes structurelles portées aux institutions du système démocratique, s'intéressant à la manière dont on glisse vers un régime autoritaire tout en préservant une façade démocratique.

1. Ce texte n'engage pas les institutions auxquelles l'auteur est rattaché.

2. Dès l'apparition d'un personnage exotique, comme ce candidat à l'élection présidentielle de Pologne en 1991, Stanislaw Tyminski, « venu de nulle part » et qui prétendait avoir dans sa valisette des documents compromettants pour tous ses concurrents.

Le pouvoir autoritaire en Europe centrale : une genèse

Pour le sociologue polono-américain Adam Przeworski, dans les démocraties libérales ce sont les promesses non tenues des équipes successives qui ont détruit la foi dans les solutions démocratiques, générant une sorte de « rage » sociale, désordonnée et prête à s'investir dans des solutions miracles³. « Les gens abandonnés par la gauche se sont tournés vers les populistes, qui se sont érigés en défenseurs de leurs intérêts, en additionnant critique des élites et des méfaits de la globalisation capitaliste, rejet des minorités, misogynie et homophobie, [...] tandis que les néolibéraux au pouvoir conduisaient, avec leur politique, à la frustration économique [...]»⁴ Dans ses recherches concernant les villes moyennes, pour comprendre le vote en faveur des solutions et des leaders autocratiques, Maciej Gdula montrait que le stéréotype corrélant la révolte au faible niveau d'éducation ou à l'appartenance à une classe sociale spécifique était faux. La narration populiste consiste en réalité à tirer bénéfice d'une situation donnée en accentuant les griefs partagés par les laissés-pour-compte de la transformation libérale.

L'analyse la plus complète est proposée par Ivan Krastev et Stephen Holmes, qui reprennent les thèses de René Girard sur le mimétisme comme moteur des comportements humains et sociétaux. Dans *Le Moment illibéral*, ils soulignent que copier l'Occident « au point d'effacer toute différence » était l'objectif unique des acteurs des révolutions de 1989.

Deux décennies plus tard, les inconvénients d'une « politique de l'imitation » sautaient aux yeux. Jetées dans une logique ultralibérale impitoyable, les divisant en gagnants et perdants de la marche forcée vers l'individualisme sous-jacente à la transformation économique, ces sociétés produisaient une rancœur ouvrant un boulevard aux « illibéraux » qui, en Pologne et en Hongrie, finiraient par accéder au pouvoir⁵. Pour les leaders autoritaires, il s'agissait d'obtenir la victoire électorale sur les libéraux et leurs politiques, dans un « vote révolutionnaire ». Un vote qui légitimerait une révolution conservatrice avec de profonds bouleversements de l'ordre institutionnel et axiologique.

D'autres travaux s'attachent au phénomène des oligarchies politico-économiques qui forment le socle socio-économique, la base des intérêts

3. « Les gens sont désorientés et enragés. J'ai peur surtout du chaos, nous dit le Professeur Adam Przeworski », propos tenus lors de l'émission « Swiat sie chwieje » [Le Monde vacille], *Radio Tok FM*, 29 août 2021.

4. M. Gdula, *Nowy autorytaryzm* [Le nouvel autoritarisme], Varsovie, Krytyka Polityczna, 2018, p. 14.

5. I. Krastev et S. Holmes, *Le Moment illibéral. Trump, Poutine, Xi Jinping : pourquoi l'Occident a perdu la paix*, Paris, Fayard, 2019, p. 37.

durables, et fondent la loyauté des bénéficiaires de ces pouvoirs « post-démocratiques ». Les travaux les plus avisés soulignent les spécificités de chaque cas, différenciant par exemple la Hongrie de la Pologne, comme Bálint Magyar : « Dans les deux pays on trouve les mêmes modèles idéologiques, mais en Pologne on serait face à une autocratie conservatrice, alors qu'en Hongrie il s'agit simplement d'un pays mafieux » ; ou encore : « L'objectif de Jaroslaw Kaczynski est le pouvoir et l'idéologie ; pour Orbán comptent seulement le pouvoir et l'argent, l'idéologie n'étant pour lui qu'un moyen pour atteindre son objectif⁶. »

« Il ne s'agit pas ici », commente Donald Tusk, « d'actions spectaculaires, d'arrestations de propriétaires ou de journalistes de tel ou tel média. Kaczynski copie la Hongrie et non le Belarus. Mais il s'agit bien d'un modèle dangereux : pour atteindre un but radical on utilise les demi-mesures qui endorment notre vigilance.⁷ »

Certaines recherches se penchent sur les discours de légitimation historique des pouvoirs autocratiques, avec l'analyse de leurs « politiques historiques » et institutionnelles (musées, programmes scolaires, lois mémorielles, instituts de la mémoire nationale...)⁸. Tous les régimes autocratiques entendent bâtir leur propre narration historique en excluant les narrations concurrentielles.

La centralité du chef autoritaire

Jaroslaw Kaczynski a tiré les leçons de sa perte du pouvoir législatif en 2007 mais aussi de la présidence de son frère Lech (2005-2010). En 2015, il met en place un projet global de contrôle des rouages démocratiques, pour neutraliser la minorité et la priver des moyens de contrarier sa vision politique.

Cinq ans avant, Viktor Orbán, qui avait obtenu une majorité parlementaire des deux tiers lui permettant de modifier la Constitution, avait mis en œuvre la quasi-totalité des mesures reprises par le parti Droit et Justice (Prawo i Sprawiedliwosc – PiS) après 2015 : liquidation de l'indépendance du pouvoir judiciaire, monopolisation des médias, installation d'un système de nominations aux postes de responsabilité favorisant exclusivement les siens, politique étrangère à front renversé – avec des liens

6. B. Magyar, *Post-Communist Mafia State: The Case of Hungary*, Budapest, Central European University Press & Noran Libro, 2016, p. 231.

7. *Gazeta Wyborcza*, 9-10 juillet 2021.

8. Voir l'excellent dossier : « "La politique historique" en Pologne : la mémoire au service de l'identité nationale », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, Presses universitaires de France, vol. 51, n° 1, mars 2020.

appuyés aux adeptes des régimes autocratiques comme la Russie, la Chine, la Pologne... Une narration ultranationaliste hungaro-centrée remplaçait le récit traditionnel anti-communiste, imposé depuis 1989 par les élites libérales conservatrices et accepté par les socialistes ex-communistes réformateurs. Enfin, Orbán bâtissait un empire économique au profit de ses proches partisans et de sa famille.

Ce type de régime repose sur un homme, et deux cercles de partisans. Le premier se compose de ses amis historiques, rattachés à son aura charismatique. Le deuxième d'un électorat émotionnel, imperméable à la critique rationnelle de leur chef. Ainsi s'explique en Pologne la courbe quasi

Un homme, et deux cercles de partisans

constante de soutien – environ 30 % de la population depuis six ans – de la gouvernance de leur idole, pourtant souvent chaotique. Aidé de sa garde prétorienne, Jaroslaw Kaczynski a patiemment construit un modèle de conquête du pouvoir associant deux petits partis : l'un ultranationaliste et conservateur (Solidarna Polska de Zbigniew Ziobro), l'autre libéral conservateur (Porozumienie de Jaroslaw Gowin). Ce dernier a rompu la coalition en août 2021, tout en restant dans la mouvance majoritaire. Il a été aussitôt remplacé dans la coalition par une nouvelle formation dissidente d'Adam Bielan, les « Républicains ». À la différence d'Orbán, Kaczynski a besoin d'alliés pour réussir sa révolution législative. En très peu de temps, il est passé de la posture de leader minoritaire, entouré de quelques dizaines de fidèles, à celle de leader charismatique réalisant le « miracle » d'une impossible victoire en 2015.

La victoire de Viktor Orbán en avril 2018 a encore été une surprise. Pour le politologue hongrois András Körösenyi : « Il nous reste à compter sur un miracle – puisque Orbán est lui-même un miracle, il ne peut être vaincu que par quelque chose de tout aussi miraculeux⁹. » Comme pour conjurer cet effet de charisme, les opposants à Kaczynski ont usé d'une anecdote : « Après la catastrophe de Smolensk (le 10 avril 2010), Jaroslaw Kaczynski est touché par la grâce divine. Sortant de la cathédrale du Wawel (où repose son frère, au Panthéon des grands Polonais), il se met à marcher sur la Vistule, comme Jésus. La foule observe, et soudain quelqu'un s'écrie : "Regardez, il ne sait même pas nager !" ¹⁰ » La dérision n'exprime-t-elle pas l'essentiel ? La sacralisation de la victoire des deux leaders autoritaires nous renvoie à la notion de charisme de Max Weber.

9. P. Lendvai, *Orbán, nowy model przywództwa w Europie* [Orbán, un nouveau modèle de leadership en Europe], postface à la 2^e édition, Varsovie, Fondation Kultura Liberalna, 2019, p. 282.

10. P. Zaremba, « O jednym takim (Biografia Jarosława Kaczyńskiego) », [À propos de (la biographie de Jaroslaw Kaczynski)], Varsovie, Wydawnictwo Czerwone i Czarne, 2010, p. 391.

Au tournant des XIX^e et XX^e siècles, Weber définit la centralité de la figure du chef charismatique dans certaines circonstances d'installation d'un leadership politique personnalisé. À tout moment « peut surgir un leader charismatique considéré par ses partisans comme disposant à lui seul de propriétés et de forces surnaturelles, surhumaines, ou du moins extraordinaires¹¹ ». Ce leader libère des forces révolutionnaires cachées et sort la société des rails établis. Ce fut le cas en 2015 pour la prise de pouvoir par le PiS. Mais si le paradigme de Weber concerne la conquête d'un certain type de pouvoir, il permet aussi d'en entrevoir le déclin. Pour Max Weber, le charisme subit la routinisation. Son pouvoir se transforme alors en domination traditionnelle, plus ou moins rationnelle face aux défis de la réalité. La banalité du quotidien tue le surnaturel : les erreurs sapent l'infailibilité, la corruption des cercles du pouvoir ronge la grandeur du leader.

Rappelons que, pour Weber, le charisme du leader est consubstantiel à l'existence de la « communauté émotionnelle » qui le porte au pouvoir. Si l'on observe les deux leaders les plus emblématiques de la déviation autoritaire d'Europe centrale, on voit que leur charisme est en grande partie auto-fabriqué. Orbán l'a dit à plusieurs reprises quasi explicitement, notamment dans une interview du 18 juillet 2013 au *Wall Street Journal Europe* : « Les hommes comme moi veulent réaliser quelque chose d'important, d'extraordinaire. L'Histoire m'a offert cette occasion [...]. Comme leader, j'ai dû toujours faire front face à des défis historiques [...]. Pendant la crise, les citoyens ne croient pas à une gouvernance institutionnelle. Ils ont besoin de quelqu'un qui leur fasse prendre conscience que des décisions risquées s'imposent [...], de quelqu'un qui leur dise : "suivez-moi" [...].¹²»

Kaczynski, comme Orbán, attache une grande importance à la construction de son personnage. On a pu souligner son goût pour le secret, sa mise en scène d'un mode de fonctionnement dans un lieu banal de Varsovie, où son secrétariat creuse le mystère en n'autorisant qu'au compte-gouttes les visites, selon une hiérarchie courtisane devant rester mystérieuse. Sa modestie apparente, son mode de vie éloigné de l'ostentation d'autres dirigeants, son célibat et son allure débonnaire d'homme simple et gauche sont constitutifs de la légende élaborée par le PiS. Une légende fragile, comme toute posture exposée à la routine du gouvernement et aux débordements émotionnels. Elle a d'ailleurs été fragilisée à plusieurs reprises

11. J. Szacki, « La sociologie historique de Max Weber », in J. Szacki, *Histoire de la pensée sociologique*, Varsovie, PWN, 1981, p. 530.

12. M. Feher, « Hungary's PM Orbán Says Sectoral Taxes to Remain for Several Years », *The Wall Street Journal Europe*, 18 juillet 2013, disponible sur : www.wsj.com.

par des accès de colère de Kaczynski, dans le contexte du rappel de la mort de son frère jumeau, notamment lors de discours vengeurs à la Diète. Son visage grimaçant de rage, des propos hors contrôle – comme, en direction des députés de l’opposition : « *zdradzieckie mordy!* » (vos gueules, les traîtres !) – ont choqué. Mais, dans le même temps, ils étaient approuvés par sa « communauté émotionnelle »...

Un tel leader peut aussi être qualifié de populiste¹³. Certains énoncés de ses discours pourraient ressembler à un reflet de cynisme spontané, alors qu’ils sont l’effet d’un calcul socio-technique. En pleine campagne électorale de 2015, Kaczynski joue du spectre de l’immigration massive, dans une phrase digne d’effrayants écrits racistes : « Différentes espèces de parasites, protozoaires, qui ne sont pas dangereux dans les organismes de ces gens-là, peuvent l’être pour nous¹⁴. » En septembre 2016 s’ouvre dans une station polonaise de montagne, Krynica, une sorte de Davos de l’Est. La distinction d’« homme de l’année » y est décernée à Viktor Orbán. Dans un débat en public avec Kaczynski, ce dernier souligne que si Hongrie et Pologne n’ont pas toujours des intérêts convergents, elles se font confiance. Ajoutant : « Un ami, pour nous, c’est celui avec qui on peut aller voler des chevaux. Les Hongrois iront volontiers voler des chevaux avec les Polonais... » Et Kaczynski de répondre : « Nous pouvons aller voler des chevaux, nous savons où se trouve l’écurie, avec un panneau “Union européenne”¹⁵. » À bon entendeur, salut...

Les errements de politique étrangère

Le dénigrement systématique de l’Union européenne (UE) ne parvient pas à faire baisser le taux d’approbation des Polonais quant à leur appartenance à la communauté européenne. Il ébauche pourtant une perspective d’Europe des Patries, que s’était fixée la coalition des partis de droite conservateurs et eurosceptiques. Jaroslaw Kaczynski rassure sa communauté émotionnelle, organisée par le journal *Gazeta Polska* : « Nous avons commencé à préparer une alternative aux plans généraux de réforme de l’UE » Une référence à la « Déclaration sur l’avenir de l’Europe » signée par le PiS en juillet 2021, avec une douzaine d’éléments de la droite et de

13. Surtout en lien avec le décès accidentel de son frère jumeau et président de la Pologne, dans le crash de l’avion présidentiel à Smolensk le 10 avril 2010.

14. L’utilisation de la menace migratoire est une constante des politiques autoritaires. Depuis août 2021, le spectre d’une migration musulmane dite « islamiste » est utilisé par les autorités polonaises confrontées aux provocations du président biélorusse Loukachenko, qui offre aux migrants fuyant la guerre ou l’instabilité (par exemple en Afghanistan) un passage pour forcer les frontières de l’Union européenne en Pologne, Lituanie ou Lettonie.

15. *Gazeta Wyborcza*, 6 septembre 2016.

l'extrême droite européenne. Parmi ces derniers : le Fidesz, le Rassemblement national de Marine Le Pen, la Lega italienne de Matteo Salvini – des partis à l'orientation clairement pro-russe et dont les dirigeants ont ouvertement déclaré leur soutien à Vladimir Poutine¹⁶. Ce qui pourrait pourtant paraître difficilement conciliable avec l'atavisme anti-russe de nombre de Polonais.

En lançant un candidat du PiS – l'eurodéputé Jacek Saryusz-Wolski – à l'assaut de la présidence du Conseil de l'UE contre Donald Tusk, qui se présentait pour un second mandat, le PiS et Kaczynski ont joué avec leur propre doctrine supposée partout avantager les candidatures polonaises aux postes importants. La compétition entre deux Polonais se soldera par un résultat affligeant pour Kaczynski : 27 pays membres contre un, mais elle ne laissera pratiquement aucune trace dans les sondages.

La liste des décisions contre-productives est longue : loi limitant la recherche sur l'Holocauste, finalement retirée mais après un effet désastreux sur les relations privilégiées avec Israël et surtout avec les États-Unis, l'allié stratégique ; ou projet de loi dit « Lex TVN » qui, sous couvert de limitation du capital étranger dans les médias, visait une télévision appartenant à Discovery, critique à l'égard de la politique du PiS, ce qui approfondira la méfiance des Américains. La « polonisation des médias » visait surtout à priver l'opposition de visibilité médiatique lors des compétitions électorales à venir. Le cafouillage autour de la victoire électorale de Joe Biden, lequel devra attendre un temps inhabituel les félicitations polonaises, l'élite du PiS ayant opté pour un soutien irrationnel et bruyant à Donald Trump, puis les longues tergiversations pour accréditer le nouvel ambassadeur des États-Unis Mark Brzezinski, fils d'un ancien Conseiller à la sécurité, Zbigniew Brzezinski, laisseront des traces dans l'administration américaine¹⁷.

Des relations erratiques avec l'Allemagne et les États-Unis

Pour les alliés de la Pologne dans la région, le problème majeur est que le PiS voit l'affaiblissement de l'Allemagne comme nécessaire au renforcement de la position de la Pologne et de la région. Les États baltes, la République tchèque et la Slovaquie refusent pourtant systématiquement le choix Pologne ou Allemagne, considérant que les relations avec Berlin sont plus importantes. Ils refusent également de voir l'Initiative des trois

16. *Gazeta Wyborcza*, 18 septembre 2021.

17. Voir : « Czekajac na przelom » [En attendant le tournant], *Polityka*, n° 52, 21-30 décembre 2020.

mers du président polonais Duda comme un projet potentiellement concurrentiel de l'UE et de l'Allemagne, la voyant plutôt comme un moyen de développer les infrastructures Nord-Sud et d'accroître la compétitivité au sein même de l'Union européenne.

Alors que Joe Biden semble vouloir construire une alliance des démocraties contre les autocraties, Chine ou Russie, le gouvernement PiS paraît vouloir s'inscrire au-delà des alliances existantes. Le 29 mai 2021, le ministre des Affaires étrangères, Zbigniew Rau, affirmait à Pékin que la Pologne reconnaissait « les intérêts légitimes de la Chine ». Lesquels ? Face à Taïwan ? Ceux qui autorisent la violation des droits civils à Hong Kong ou en Chine même ? Ou la violation des normes de la coopération industrielle et commerciale ? La Pologne a entamé une coopération avec la Chine même si, en décembre 2020, elle a été le seul pays européen à s'élever contre l'Accord de commerce et d'investissement UE-Chine.

Des scandales sans effet sur l'électorat du PiS

L'expérience autoritaire du leader charismatique ne faiblit pas sous le coup des scandales. Jaroslaw Kaczynski s'est sorti sans encombre d'un scandale lié à un projet de construction d'immeubles – les « tours d'argent » – sans payer la somme promise à un de ses proches en charge du projet ; ou de celui des primes exorbitantes accordées aux ministres du précédent gouvernement PiS de Beata Szydlo (2015-2017), réglées en dépit des promesses d'un gouvernement sans privilèges. Il ne sera pas plus affecté par l'usage, à des fins privées, d'avions de la flotte gouvernementale par un de ses fidèles les plus proches, Marek Kuchcinski, maréchal de la chambre basse.

La solidité de la « communauté émotionnelle », et donc de sa base électorale, tient au fait que le PiS a trouvé des réponses d'effet durable aux frustrations sociales et identitaires d'une part importante de la population, en tenant la promesse d'un transfert direct mensualisé au profit de la majorité des familles polonaises d'une somme d'environ 120 euros et en étendant les aides aux retraités sous forme de mensualités supplémentaires. Mais aussi en modelant et répandant un récit national sur la grandeur de la Pologne, sorte de « Christ des nations », rempart face aux invasions des incroyants, innocente victime des trahisons occidentales. S'opposant aux travaux objectifs des historiens de la Pologne du XX^e siècle qui, souvent à l'opposé de ce récit héroïque, ont décrit les comportements indignes et criminels de certains Polonais durant la Seconde Guerre mondiale vis-à-vis de juifs citoyens polonais, le PiS a massivement investi dans des institutions chargées de contrer ces travaux et de développer sa propre version du passé.

Le charisme ne suffit pourtant pas à expliquer le poids de Kaczynski dans le régime autoritaire polonais. Ce qui pèse le plus c'est le projet stratégique et sa concrétisation dans la construction du nouveau système.

Le projet global autocratique

Le système judiciaire

La première offensive a visé le système judiciaire, pour soumettre instances et hommes de droit au pouvoir politique :

- En mars 2016, les fonctions de ministre de la Justice et de procureur général ont été fusionnées, ce qui menace l'indépendance des procureurs vis-à-vis du politique, et installe la formation du corps des procureurs sous l'autorité d'un seul homme, Zbigniew Ziobro, connu pour ses convictions nationalistes, conservatrices et eurosceptiques, avec toutes possibilités d'ingérence dans le système judiciaire.
- L'imposition de « doublures » (personnalités favorables au PiS) aux sièges déjà occupés au Tribunal constitutionnel a entraîné sa prise de contrôle politique en décembre 2015. Le PiS pourra ainsi faire rejeter recours internes et injonctions du droit communautaire au nom de la non-conformité à la Constitution. Ses dirigeants ont à plusieurs reprises eu recours à ce Tribunal constitutionnel fantoche pour contester les arrêts de la Cour européenne de justice.
- Création d'une chambre disciplinaire, supposée contrôler et sanctionner les juges mal soumis aux volontés du ministre de la Justice et aux intérêts du PiS. Lorsque la Cour de justice de l'UE a demandé au gouvernement polonais d'annuler cette décision, le Premier ministre Mateusz Morawiecki a introduit auprès du Tribunal constitutionnel polonais une demande en reconnaissance de la primauté de la loi fondamentale polonaise sur le droit européen. Demande surtout à usage interne, trop risquée pour les relations entre la Pologne et les instances européennes : chacun sait que, derrière, se profilerait le spectre d'un Polesxit¹⁸...
- Près de 90 % des membres du nouveau Conseil national de la magistrature sont des politiques, ou élus par des politiques proches du PiS.
- Le ministre de la Justice a remplacé près de 160 présidents et vice-présidents de juridictions ordinaires.
- Une loi prévoyait de révoquer les juges de la Cour suprême, à l'exception de ceux nommés conjointement par le président et le

18. En juin 2021, la Commission européenne a demandé au Premier ministre polonais de retirer cette demande. Le gouvernement polonais pouvait ignorer cette demande mais, sous la menace de nouvelles condamnations de la Cour européenne de justice et sans doute de lourdes sanctions financières, il hésite.

ministre de la Justice (rejetée par le veto du président Duda en juillet 2017, sous la pression des magistrats).

- L'âge de départ à la retraite des juges a été abaissé à 65 ans, entraînant le départ de 40 d'entre eux en avril 2018.
- L'immunité de plusieurs juges a été suspendue, avec interdiction d'exercer leurs fonctions.
- En avril 2021, un arrêt du Tribunal constitutionnel – nouvelle mouture – a jugé inconstitutionnelle la disposition de la loi sur le médiateur lui permettant d'exercer ses fonctions après la fin de son mandat jusqu'à l'entrée en fonction de son successeur.

Les élections :

- Les élections précipitées par voie postale se sont déroulées dans un contexte peu favorable à des gouvernants confrontés aux vagues de Covid-19 et à leurs conséquences socio-économiques. En mai 2020, l'organisation des élections présidentielles a ainsi court-circuité la Commission électorale en pleine pandémie, affectant de plus les libertés fondamentales en divulguant les données personnelles de 30 millions d'électeurs.

Les médias :

- Tentative de déconcentration des médias.
- Une amende du Conseil supérieur de l'audiovisuel contre TVN24, chaîne appartenant à Discovery, a été finalement annulée en janvier 2018, l'octroi de la concession d'émettre étant délibérément repoussé.
- Des journaux régionaux ont été rachetés par le groupe pétrolier PKN Orlen, dirigé par Daniel Obajtek – homme de confiance du Premier ministre Morawiecki –, en décembre 2020, aux fins de contrôle de l'information locale.
- En mars 2021, une taxe sur les publicités pour tous les médias est mise en place, entre 7,5 % et 10 % selon le montant des revenus publicitaires (finalement ajournée).
- Une loi sur la limitation à 49 % du capital étranger, en août 2021, vise TVN, la seule télévision franchement critique vis-à-vis du PiS.

Droits des femmes :

- Abaissement de l'âge légal du départ à la retraite de 65 à 60 ans, en octobre 2017.
- La « pilule du lendemain » n'est plus délivrée que sur ordonnance depuis mai 2017.
- En octobre 2020, quasi-interdiction du droit à l'avortement.

Changements dans l'administration :

- En 2016, interdiction, pour les agents ayant été employés par la Milice citoyenne (MO), d'occuper un poste de direction dans la police.
- Loi sur les recrutements administratifs : suppression des concours pour les directeurs d'administration gouvernementale et leurs adjoints, administrations centrales et régionales incluses ; suppression des concours pour le poste de président du ZUS (Sécurité sociale) et d'agences agricoles comme l'Inspection vétérinaire, l'Agence de restructuration et modernisation ou l'Inspection de la qualité (sur la durée de la législature).
- En décembre 2016, une loi de « désu-béquistation » (de l'UB : police politique communiste) met en place une réduction des retraites des personnes ayant travaillé pour les services de sécurité de la Pologne communiste.
- Vérification des cadres diplomatiques et limogeage de dizaines de diplomates de carrière.
- Démission et mise en réserve d'officiers supérieurs avec pour conséquence le départ de 30 généraux sur 80 et de 200 colonels sur 1 500, après le sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) à Varsovie en juillet 2016.
- Suppression des concours pour les postes de président, de ses adjoints et des directeurs régionaux de l'Agence de gestion des biens militaires, en octobre 2016.
- Dégradation de tous les officiers et réservistes ayant servi durant les années 1943-1990 : dégradation *post-mortem* sans recours possible devant un tribunal administratif.

Au bout du compte, pour Kaczynski comme pour Orbán, les adaptations juridiques n'ont de sens que si elles se traduisent par un vaste échange des élites, évinçant celles issues de la dissidence, puis de la transformation postcommuniste, au profit de nouveaux cadres, formatés par le régime et adhérant à leur vision du monde. Un calcul qui peut produire de véritables dégâts culturels et éducatifs. Pour changer d'élite durablement, il faut révolutionner les enseignements et proposer la seule « vraie » narration historique. C'est la tâche dévolue à l'actuel ministre de l'Éducation et de la Science Przemyslaw Czarnek, dont les réformes scolaires s'apparentent à un bouleversement radical des contenus enseignés à partir du plus jeune âge. Le ministre instaure un contrôle sur les activités pédagogiques des enseignants, et tente une rupture avec la tradition laïque au profit de l'enseignement religieux.

Un objectif : changer les élites du pays

Point aveugle de la réflexion sur les autoritarismes « postsoviétiques » : leur possible déclin

La sortie de l'expérience autoritaire en Europe centrale est-elle possible, proche ou éloignée ? Nombre de signes semblent annoncer la réversibilité de la conjoncture. Le terme de « fatigue démocratique » a habillé les récits sur l'échec des régimes libéraux postcommunistes ; il est de retour face aux régimes autoritaires. À l'heure de la « troisième vague » de la démocratisation¹⁹, Alfred Stepan et Juan Linz ont proposé un modèle de sortie de l'autoritarisme par une formule à quatre joueurs. Face à des régimes ne connaissant pas les élections démocratiques, il fallait d'abord obtenir une entente entre les détenteurs d'un pouvoir aux abois et l'opposition clandestine ayant survécu à la répression. Pour qu'un tel compromis voie le jour et ouvre la voie aux élections, il fallait que les réformateurs prennent le dessus côté pouvoir, tout comme les modérés côté opposition²⁰.

Rien de tel dans les régimes autoritaires postsoviétiques : la très forte polarisation politique et la dichotomisation émotionnelle de l'opinion publique neutralisent les attitudes modérées. Le compromis n'est pas possible, du moins à court ou moyen terme. Mais demeure toujours l'opportunité de gagner les élections dans des régimes qui jouent une démocratie de façade.

La perte de l'influence de l'Église

Les déboires de l'omnipuissante Église polonaise n'annoncent-ils pas, cependant, la fin de la domination cléricale sur tous les aspects de la vie sociale polonaise ? Et surtout le grave affaiblissement d'un allié décisif de la coalition des droites au pouvoir ?

L'Église polonaise a soutenu d'emblée le parti Droit et Justice (Prawo i Sprawiedliwość – PiS), non sans raison. Elle a multiplié les bénéfices avec la victoire d'un parti instaurant progressivement une sorte d'État confessionnel. Celui-ci procure aux ecclésiastiques une exceptionnelle prospérité matérielle : il suffit d'observer le patrimoine de l'Église, les terres accordées quasi gratuitement aux divers ordres et les bâtiments de nombreux presbytères. Le comportement de prêtres exigeant parfois de grosses

19. S. Huntington, *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman, University of Oklahoma Press, 1991.

20. J. L. Linz et A. Stepan, *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Baltimore et Londres, Johns Hopkins University Press, 1996 ; G. Mink, *La Force ou la Raison*, Paris, La Découverte, 1989.

sommes d'argent pour administrer les sacrements sape pourtant leur autorité, tandis que la toile de fond des dénonciations des cas de pédophilie dans l'Église ébranle les certitudes. Les résidences princières des évêques et le style de vie ostensiblement fastueux de certains d'entre eux choquent de plus en plus de croyants. Quel contraste avec l'Église de la Pologne communiste qui, sous l'oppression idéologique et spirituelle, constituait un abri de sécurité, de liberté et de « parler vrai » pour de nombreux opposants ! « L'Église est devenue un ennemi de la liberté [...] Si les évêques n'acceptent pas inconditionnellement l'avortement, s'ils croient que l'utilisation de la méthode *in vitro* et de la contraception est un péché, ils devraient essayer d'en convaincre leurs fidèles, et non leur imposer le comportement qu'ils souhaitent par des réglementations légales et un appareil répressif. Placer plus de foi dans le fonctionnement du Code pénal que dans l'Évangile constitue un échec de la mission d'évangélisation, un aveu d'impuissance à proclamer leur doctrine. Le bien-être des évêques qui résulte de succès politiques éphémères est illusoire – ils le paieront bientôt d'églises vides, de la poursuite d'un exode massif hors de l'Église.²¹ »

Les réactions de la société

La promulgation d'une loi révisant le compromis sur l'avortement, pour ne laisser aucune marge de liberté dans des cas médicaux extrêmes, n'a pas seulement mis la jeunesse polonaise dans la rue pendant un mois avec des slogans de plus en plus politiques, elle a aussi poussé, dans ce pays profondément catholique, des milliers de croyants au retrait. Avec une traduction politique de cette désaffection : la socialisation de jeunes à la contestation politique, puis probablement à un vote contre le PiS.

Les attaques massives, quoique échelonnées dans le temps, contre l'état de droit et l'indépendance de la justice, contre la cohésion sociale et un fonctionnement parlementaire respectueux des droits de l'opposition, contre une vision axiologique libérale de la société, ont réveillé la société civile. Les premiers coups contre l'indépendance de la justice – comme la reprise en main du Tribunal constitutionnel – ont surtout mobilisé une population urbaine, plutôt d'âge avancé, bénéficiaire de la transition libérale et clientèle des partis libéraux de centre-droit ou de centre-gauche au pouvoir de 1989 à 2015 (sauf entre 2005 et 2007). Les jeunes ne manifestaient alors qu'une étrange indifférence. Ce sont les thématiques les concernant – loi d'interdiction quasi totale de l'avortement, vexations à

21. K. Luft, « Degeneracja Kościoła w Polsce », *Wyborcza.pl*, 23 mars 2021, disponible sur : wyborcza.pl.

l'adresse de la communauté LGBT – qui, à partir de 2020, les poussent à la contestation. Les manifestations d'octobre 2020 mettent massivement dans la rue lycéens et étudiants autour de l'organisation féministe radicale « Grève des femmes ». Ce tournant générationnel pèsera sur le futur rapport des forces électorales.

* * *

L'image de la Pologne d'aujourd'hui est celle d'un pays embourbé dans une révolution conservatrice profonde mais incohérente. À sa tête, un leader charismatique bénéficie encore d'environ 30 % des intentions de vote. Ses soutiens constituent une forte « communauté émotionnelle », confiante en ses dons « surnaturels ». Sa légende de socio-technicien est pourtant périodiquement affectée par ses erreurs ou celles de ses colistiers et alliés. Ces derniers minent également la légende, en rêvant de « devenir calife à la place du calife ». Leur discipline est relative et une recomposition du leadership des droites n'est pas à exclure si Jaroslaw Kaczynski ne peut plus garantir aux partis alliés de rentables victoires électorales.

Les partis traditionnels de l'opposition sont également en pleine transition. Dans les sondages, la perspective d'une victoire électorale ne leur est donnée que s'ils s'unissent, suivant en cela le modèle hongrois d'une coalition allant de la gauche à la droite, voire à la droite extrême, avec un seul point à l'agenda : la sortie du régime autoritaire. Cette configuration est encore en gestation en Pologne, les intérêts partisans prévalant sur l'intérêt commun. Pourtant, lors des dernières élections présidentielles, cette configuration a failli assurer la victoire du maire de Varsovie, le jeune et dynamique pro-européen Rafal Trzaskowski. La ville de Rzeszów a elle été gagnée en 2021 par l'union des partis de l'opposition, dans une région traditionnellement acquise au PiS. Un exemple qui sert désormais de référence.

Mais le jeu démocratique dépend des évolutions d'un électorat en pleine transformation sociologique. L'irruption des jeunes sur l'arène politique, la perte d'influence spirituelle de l'Église et les incohérences de la politique autoritaire de la coalition des droites devraient être aussi suivis par l'apparition de fissures dans la « communauté émotionnelle », détruisant la figure charismatique de Jaroslaw Kaczynski. C'est alors que l'autoritarisme polonais, qui s'est imposé par le jeu électoral démocratique, pourrait être vaincu par lui. Lorsque Donald Tusk a décidé de revenir dans ce jeu, il a prévenu ses compatriotes : « la victoire est possible

à condition que vous vous organisiez pour contrôler les comités électoraux et les urnes, jusqu'au plus petit village de Pologne²². »



Mots clés

Pologne
Système autoritaire
Europe centrale
Union européenne

22. *Gazeta Wyborcza*, 9-10 juillet 2021.